



# Procès-Verbal du Conseil Municipal

## Séance du Jeudi 14 Juin 2018

20h30 – Salle du Conseil Municipal



**L'an deux mille dix-huit, le jeudi 14 juin à 20h30**, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du conseil municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

**Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie**

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**PRÉSENTS :** Mme Christine GUILLETTE, M. Jean-Claude DARCY, M. Bernard ANDRE, M. Frédéric WEISS, Mme Florence BERTHEAU, M. Frédéric DEVARREWAERE et M. Patrick MOIREAU

**ONT DONNÉ POUVOIR :** M. Patrick CHANUT à Mme Christine GUILLETTE et Mme Christine CASSUS à M. Jean-Claude DARCY

Nombre de Conseillers Municipaux

En exercice : 9

Présents : 7

Pouvoir : 2

Votants : 9

**Date de convocation** : le 7 juin 2018

**Date d'affichage** : le 7 juin 2018

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :**

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Frédéric WEISS a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

**\*\*\***

# ORDRE DU JOUR

## I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 29 mars 2018

Le procès-verbal de la séance du jeudi 29 mars 2018, préalablement transmis aux Conseillers Municipaux est adopté sans observations, à l'unanimité.

## II - DÉLIBÉRATIONS

**1 – Délibération N°2018-06/17 : SDESM : Approbation de la convention constitutive de groupement de commandes pour la désignation d'un Délégué à la Protection des Données**

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 28,

Vu le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et notamment son article 37 § 3,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune de Marolles en Brie d'adhérer à un groupement de commandes pour la désignation d'un Délégué à la Protection des Données,

Considérant que le Syndicat Départemental des Énergies de Seine-et-Marne (SDESM) et le Syndicat Intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France (SIGEIF) entendent assurer le rôle de coordonnateurs de ce groupement pour le compte de ses adhérents,

Le conseil municipal, délibère à l'unanimité :

**ARTICLE 1** : Approuve la convention constitutive du groupement de commandes pour la désignation d'un Délégué à la Protection des Données.

**ARTICLE 2** : Autorise Mme le Maire de Marolles en Brie à signer cette convention et à prendre toutes les mesures d'exécution de la présente délibération.

**2 - Délibération : SDESM : Travaux d'enfouissement « rues du Cèdre et Courte soupe » pour 2019**

Le conseil municipal approuve la décision de diviser en 3 tranches les travaux d'enfouissement :

La 1<sup>ère</sup> tranche : entrée du village, rue du cèdre = 2019

La 2<sup>ème</sup> tranche : rue Courte Soupe tranche A = 2020

La 3<sup>ème</sup> tranche : rue Courte Soupe tranche B = 2021

**Délibération N°2018-06/18 : SDESM : Travaux d'enfouissement « rue du Cèdre » en 2019**

**Considérant** l'arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-2013 n°31 du 18 mars 2013 relatif à la création du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne ;

**Considérant** que la commune de Marolles en Brie est adhérente au Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) ;

**Considérant** l'Avant-Projet Sommaire réalisé par le SDESM à l'occasion d'un projet d'enfouissement des réseaux rue du Cèdre,

Le montant des travaux est estimé d'après l'**Avant-Projet Sommaire** à :  
31 049 € HT, participation communale de 30 % soit **9 315 € HT** pour la basse tension,  
25 564 € TTC, participation communale de **16 672 € TTC** pour l'éclairage public,  
**20 318 € TTC** pour les communications électroniques.

**Après en avoir délibéré, Le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :**

**APPROUVE** le programme de travaux et les modalités financières.

**DELEGUE** la maîtrise d'ouvrage pour le réseau d'éclairage public au SDESM.

**DEMANDE** au SDESM de lancer l'étude d'exécution et les travaux d'enfouissement des réseaux basse tension, éclairage public et communications électroniques de la rue du Cèdre

**DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif de l'année de réalisation des travaux.

**AUTORISE** Mme le Maire à signer les conventions financières relatives à la réalisation des travaux jointes en annexe et les éventuels avenants.

**Délibération N°2018-06/19 : SDESM : Travaux d'enfouissement « rue Courte Soupe tranche A » en 2020**

**Considérant** l'arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-2013 n°31 du 18 mars 2013 relatif à la création du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne ;

**Considérant** que la commune de Marolles en Brie est adhérente au Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) ;

**Considérant** l'**Avant-Projet Sommaire** réalisé par le SDESM à l'occasion d'un projet d'enfouissement des réseaux rue Courte Soupe tranche A,

Le montant des travaux est estimé d'après l'**Avant-Projet Sommaire** à :  
44 866 € HT, participation communale de 30 % soit **13 460 € HT** pour la basse tension,  
35 596 € TTC, participation communale de **23 224 € TTC** pour l'éclairage public,  
**41 024 € TTC** pour les communications électroniques.

**Après en avoir délibéré, Le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :**

**APPROUVE** le programme de travaux et les modalités financières.

**DELEGUE** la maîtrise d'ouvrage pour le réseau d'éclairage public au SDESM.

**DEMANDE** au SDESM de lancer l'étude d'exécution et les travaux d'enfouissement des réseaux basse tension, éclairage public et communications électroniques de la rue Courte Soupe tranche A

**DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif de l'année de réalisation des travaux.

**AUTORISE** Mme le Maire à signer les conventions financières relatives à la réalisation des travaux jointes en annexe et les éventuels avenants.

***Délibération N°2018-06/20 : SDESM : Travaux d'enfouissement « rue Courte Soupe tranche B » en 2021***

**Considérant** l'arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-2013 n°31 du 18 mars 2013 relatif à la création du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne ;

**Considérant** que la commune de Marolles en Brie est adhérente au Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) ;

**Considérant** l'Avant-Projet Sommaire réalisé par le SDESM à l'occasion d'un projet d'enfouissement des réseaux rue Courte Soupe tranche B,

Le montant des travaux est estimé d'après l'Avant-Projet Sommaire à :  
25 388 € HT, participation communale de 30 % soit **7 616 € HT** pour la basse tension,  
19 277 € TTC, participation communale de **12 611 € TTC** pour l'éclairage public,  
**19 465 € TTC** pour les communications électroniques.

**Après en avoir délibéré, Le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :**

**APPROUVE** le programme de travaux et les modalités financières.

**DELEGUE** la maîtrise d'ouvrage pour le réseau d'éclairage public au SDESM.

**DEMANDE** au SDESM de lancer l'étude d'exécution et les travaux d'enfouissement des réseaux basse tension, éclairage public et communications électroniques de la rue Courte Soupe tranche B

**DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif de l'année de réalisation des travaux.

**AUTORISE** Mme le Maire à signer les conventions financières relatives à la réalisation des travaux jointes en annexe et les éventuels avenants.

***3 – Délibération N°2018-06/21 : SDESM : Maintenance éclairage public 2018 – 2022***

**Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics

**Vu** l'article L.2212-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui charge le Maire de la police municipale.

**Vu** l'article L2212-2 du CGCT relatif à la police municipale dont l'objet est « d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques », et notamment l'alinéa 1° dans sa partie relative à l'éclairage.

**Vu** les responsabilités du Chargé d'Exploitation des installations électriques relatives à la norme technique NFC 18-510.

**Vu** la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, et notamment son article 41.

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.583-1 à L.583-5.

**Vu** le décret n°2011-831 du 12 juillet 2011 relatif à la prévention et à la limitation des nuisances lumineuses.

**Vu** la convention constitutive du groupement de commandes ci-joint en annexe.

**Considérant** que la commune de Marolles en Brie est adhérente au Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) ;

**Considérant** que le Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) assurait une prestation dans le cadre de l'entretien et la maintenance de l'éclairage public de ses communes adhérentes ;

**Considérant** que le SDESM souhaite poursuivre cette prestation dans l'intérêt desdites communes ;

**Considérant** que le SDESM propose de coordonner un groupement de commande et serait pilote de cette prestation dans l'intérêt desdites communes ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

**DECIDE** d'adhérer au groupement de commandes ;

**APPROUVE** les termes de la convention constitutive et ses annexes ;

**AUTORISE** le Maire à signer ladite convention constitutive ;

**OPTION**, accepte **d'investir annuellement** pour la rénovation ou la reconstruction du patrimoine (mise en sécurité et en conformité des installations) soit :

<b>0 € TTC.</b>
-----------------

**DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits chaque année au budget primitif pour la réalisation des prestations de services et de travaux

#### **4 – Délibération N°2018-06/22 : SDESM : Modification des statuts**

**Vu** la délibération n° 2018-05 du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne portant modification de ses statuts,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

**APPROUVE** les modifications des statuts du SDESM ci-joint.

#### **5 – Délibération N°2018-06/23 : SDESM : Projet de travaux d'éclairage public 2019**

Le conseil municipal approuve l'envoi du coupon pour le projet de faire des travaux d'éclairage public en 2019.

Le conseil municipal propose d'effectuer les travaux dans le lieu-dit qui comporte le plus d'habitations, le hameau de Ranchien.

Pour cette délibération le pouvoir de Mme Cassus n'est pas pris en compte.

Conformément aux statuts approuvés par arrêté préfectoral, la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie est devenue compétente en matière de Plan Local d'urbanisme depuis le 1er janvier 2018.

A la date du transfert de cette compétence, des procédures d'élaboration ou d'évolution des PLU, documents d'urbanisme en tenant lieu, engagées par les communes membres, sont encore en cours.

Ainsi, pour permettre à la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Marolles-en-Brie, engagé par la commune avant la date du transfert de la compétence, le Conseil municipal doit donner, par délibération, son avis favorable.

Madame le Maire rappelle que les conseillers ont eu à leur disposition le porter à connaissance du Préfet, l'ensemble des échanges (courrier et compte-rendu) qui se sont tenus avec les personnes publiques, le dossier de concertation, le projet de P.L.U. sur lequel le Conseil Municipal est amené à se prononcer.

Le dossier de P.L.U. est présenté en laissant à chacun des Conseillers le soin de consulter ces pièces en séance.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de l'Urbanisme, ses articles L 151-1 et suivants, L153-1 et suivants, R123-1 et suivants dans leur rédaction antérieure au 1 janvier 2016, et L103-2 à 6,

**Vu** la délibération en date du 2 juillet 2015 prescrivant l'élaboration du P.L.U., fixant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation,

**Vu** l'arrêté préfectoral 2017/DRCL/BCCCL n°91 du 14 novembre 2017 portant création d'une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes du Pays de Coulommiers et du Pays Fertois et constatant la composition de son conseil communautaire à compter du 1er janvier 2018 ;

**Vu** les statuts de la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie au 1er janvier 2018 et notamment l'exercice de la compétence « Aménagement de l'Espace Communautaire »

**Vu** le conseil communautaire du 5 avril 2018 portant débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables,

**Considérant** que la concertation s'est déroulée de la façon suivante :

- Mise à disposition permanente d'un registre, en mairie, sur lequel chacun a pu communiquer ses remarques et que les élus ont examiné au fur et à mesure,
- Mise à disposition des principales étapes du projet de P.L.U. en mairie et sur le site internet, le public ayant été informé par voie d'affiches apposées en mairie, sur les panneaux d'information et sur le site internet de la mise à disposition des documents,
- Une réunion publique qui s'est tenue le 13 octobre 2016, et qui a été annoncée par voie d'affiche apposée en mairie, sur les panneaux d'exposition et sur le site internet

– Information des principales dispositions du projet de P.L.U. par le biais d'une brochure explicative ayant été distribuée aux foyers résidant sur la commune, permettant à chacun de faire connaître son avis sur le projet,

Que ces modalités ont permis à chacun de prendre connaissance, au fur et à mesure des études et du projet et, s'il l'estimait utile, de faire connaître ses observations.

**Considérant** que les personnes publiques qui le souhaitaient ont été associées à l'établissement du P.L.U., sous la forme d'une réunion en mairie.

### **Après en avoir délibéré, le conseil municipal à la majorité**

**Prend acte** du bilan de la concertation relative au projet de P.L.U. s'est déroulée conformément aux modalités fixées par la délibération de prescription et que les modalités ayant permis à chacun de s'exprimer ont été satisfaisantes.

Les principaux sujets de débats ont porté sur :

- Le zonage
- Le règlement
- Le respect de l'environnement : caractère rural, préserver les bâtiments à caractère architectural intéressant.

Ils ont nourri la réflexion et ont conduit au fur et à mesure, à faire évoluer, approfondir certains éléments du projet de P.L.U. et valider ses principales options.

**Rend un avis favorable** sur le projet de PLU avant son arrêt prévu par délibération en Conseil communautaire, ainsi que sur le bilan de la concertation joint.

### **7 – Délibération: Droit de Prémption Urbain sur la commune**

Délibération annulée

**8 – Délibération:** CA Coulommiers Pays de Brie : acceptation délégation donnée par la communauté d'agglomération coulommiers pays de brie aux communes membres pour l'exercice du droit de prémption urbain

Délibération annulée

### **9 – Délibération N°2018-06/25 : Travaux d'écoulement pluvial rues de l'Orgère, de l'Arche et Milhard**

Afin d'améliorer l'évacuation des eaux pluviales, le conseil municipal propose une révision des grilles des caniveaux et d'ajouter un « avaloir » dans les rues de l'Arche, l'Orgère, Creuse et Milhard. Des études vont être demandées

### **10 – Délibération N°2018-06/26 : Achat/Réparation d'une lame de déneigement**

Mme le Maire expose la nécessité d'achat ou de réparation de la lame de déneigement.

Des devis ont été demandés.

A revoir ultérieurement.

### **11 - Organisation du feu d'artifice**

La réglementation ne nous permet plus de le faire nous-même.

Nous faisons donc appel à une société d'artificiers qui pourront tirer le feu d'artifice le **Samedi 14 juillet**. Coût de l'intervention 1 500 € TTC.

Suivi de la soirée crêpes/cidre et musique.

### **12 - Questions Diverses**

- Dossier mise en accessibilité : Nous remercions Gilles DANEDE pour nous avoir aidés à compléter le dossier. Le dossier a été envoyé, il y a 4 mois d'instruction.

- Nous remercions tous ceux qui ont nettoyé les routes (neige + boue) et particulièrement M. Frédéric DEVARREWAERE
- Nous souhaitons aménager le local technique, un devis sera demandé pour installer des étagères sur 2 niveaux
- Les dossiers de subventions DETR 2018 ont été acceptés :  
Réhabilitation d'un Mur de clôture du cimetière subventionné à 80%, soit 6 410.40 €  
Mise aux normes PMR de bâtiments communaux subventionné à 50%, soit 6 763.75 €

**\*\*\***

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 22h15.**



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.